



[www.pcof.net](http://www.pcof.net)

## Ni Barkhane, ni Tabuka

Dans un entretien donné le 30 mai au JDD, lors de son voyage au Rwanda, puis en Afrique du Sud, Macron annonçait que « *la France retirerait ses troupes si le Mali allait « dans le sens » d'un islamisme radical* ». Le 3 juin, c'était l'annonce de la suspension « provisoire » de la coopération militaire bilatérale entre les armées françaises et maliennes. Et le 10 juin, lors d'une conférence de presse en marge du G7, c'était l'annonce de la fin prochaine de l'opération Barkhane et le renforcement du dispositif militaire Tabuka, basé sur des « forces spéciales » de pays européens.

**Ces déclarations et ces annonces sont avant tout l'aveu de l'échec de la guerre menée par l'impérialisme français depuis 2013 au Mali.** Un aveu que les autorités politiques, en premier lieu Macron, et les autorités militaires essaient d'escamoter en mettant en avant leur désaccord avec le « putsch dans le putsch » qui a porté Goïta au pouvoir au Mali. Pourtant, Macron n'avait rien trouvé à redire au moment du premier putsch de Goïta et de la clique de hauts cadres de l'armée, pour prendre de vitesse le mouvement populaire qui manifestait pour chasser le dirigeant « IBK ». Macron s'était aussi précipité pour adouber le fils de Déby qui a fait, lui aussi, un putsch pour prendre ses rivaux de vitesse, après la mort de son père. Ce qui est clair, c'est que la disparition de cet autocrate, a affaibli le dispositif militaire Barkhane, dont les forces tchadiennes constituaient jusqu'à présent le pivot principal au niveau des forces militaires des cinq pays membres du G5-Sahel, aux côtés des 5000 militaires des armées françaises dans le cadre de Barkhane.

**Le dispositif Tabuka qui va remplacer Barkhane** est pour le moment constitué de 600 hommes des forces spéciales de plusieurs armées européennes : Estonie, Suède, Tchéquie, auxquelles devraient s'adjoindre des forces danoises, italiennes, hongroises, roumaines, grecques... Dans cette « opération multinationale européenne », l'impérialisme français sera la « nation cadre », qui bénéficiera du soutien de l'agence de l'Otan, la NSPA, spécialisée dans la logistique : transport, infrastructures, énergie, alimentation des troupes, ce qu'elle a déjà fait en Afghanistan ou dans les Balkans.

L'objectif de Tabuka est d'atteindre 2000 hommes, auxquels se joindront des troupes des armées des pays de la région. Autrement dit, il n'est pas question de retrait des troupes françaises du Mali et du Sahel, comme l'exigent de plus en plus les peuples de la région.

C'est cette exigence que Macron veut ignorer, en annonçant des décisions destinées à le faire apparaître comme le « maître du jeu », quitte à mettre ses « alliés », les dirigeants des pays concernés devant le fait accompli. Il est aussi obligé de tenir compte de l'impopularité croissante de cette guerre « sans fin contre le terrorisme » dans l'opinion en France.

Le recyclage de Barkhane, une « OPEX » - opération militaire extérieure – en opération multinationale de forces « spéciales » ne signifie pas le retrait des troupes françaises des

néo-colonies d'Afrique. Cela donne l'illusion d'opérations militaires « ciblées », épargnant les populations civiles, alors que ce sont elles qui vont continuer à payer le prix le plus lourd de cette guerre, comme on le voit avec le massacre de Solhan, au Burkina Faso. Cela accroît aussi le nombre de pays de l'UE qui participent à des opérations militaires en Afrique, aux côtés des forces armées de l'impérialisme français, dont les dirigeants insistent sur la « menace grandissante » de forces militaires russes, en Libye et en Centrafrique, frontalière du Tchad.

De là découlent, pour nous, trois axes de mobilisation :

- Continuer à exiger le retrait des troupes françaises du Mali et du Sahel : hommes, moyens militaires et bases ;
- Alerter des dangers de l'implication des forces armées des Etats européens, dans le cadre du dispositif Tabuka et travailler avec les forces de ces pays qui la dénoncent ;
- Développer la solidarité avec les forces qui luttent dans les pays d'Afrique contre la domination de l'impérialisme français, contre les ingérences des puissances impérialistes, pour le respect du droit des peuples à décider de leur avenir.

Paris, 21 juin 2021

**Parti Communiste des Ouvriers de France**

Site : [www.pcof.net](http://www.pcof.net) – courriel : [pcof@pcof.net](mailto:pcof@pcof.net)